



... Mais quand c'est insupportable... on ne supporte plus !

Toulouse... autrement !

Analphabète

18 juin 05
le salon du livre de Toulouse

Première édition



Le Salon du livre Analphabète.

c'est l'occasion de réaffirmer notre volonté, à côté du grand courant alternatif qui refuse l'orientation de l'organisation mondiale, de nous donner les moyens, avec ceux qui le veulent aussi, de nous exprimer, de réagir, là où nous sommes, et de toujours dénoncer les injustices et les manipulations.

L'occasion pour Basta de donner sa vision de Toulouse, cette ville d'où les maires, après des parcours semés d'ombres, s'évaporent vers des prétentions nationales, laissant un héritage de gouvernance droitière et partisane.

Ici aussi, une autre ville est possible...



Le Hangar de la Cépière, menacé de démolition

Devinez par qui ?
la SA HLM Les Chalets !
qui possède déjà les 3/4 de ce côté de la Garonne !
Devinez pourquoi ?
Pour construire trois logements sociaux, emplanté sur une jambe de bois, quand 18000

logements sont aujourd'hui nécessaires !

3 logements dans un terrain enclavé, qui ne seront sans doute jamais construits, comme les prétendus logements pour réfugiés à Barbatruc, local dont des familles furent expulsées il y a près de 2 ans. Pour rien.

Juste pour tuer tout ce qui bouge, pour étouffer la vie, pour refuser tout ce qui se fait... autrement !

Juste pour détruire, et faire la ville-pognon, juste pour prouver aux habitants que leur ville n'est pas à eux, qu'ils ont seulement le droit de se taire et encore...

Page 2



À la Reynerie, les habitants prennent la parole et la résistance s'organise contre les brutalités policières

p 4-5

La ville dont les façades sont roses...

CHUT ! placardait la mairie de Toulouse fin 2004 dans une gigantesque campagne publicitaire (220 000 euros)

CHUT, en principe contre les nuisances sonores provoquées par le trafic aérien, pour protéger les tympans des nantis du centre ville et de l'agglomération et créer un second aéroport à la campagne, là où bouseux et vaches regarderont passer les avions dans le ciel.

Mais **CHUT** surtout pour les grands scandales de Toulouse :

> **SILENCE, on tue !** Combien de crimes camouflés en suicides, de dépositions de témoins disparues, d'instructions bâclées ou interrompues ; un gendarme mis à la retraite – un procureur muté ...

> **SILENCE, on magouille !** les causes de l'explosion d'AZF : mystère, les détournements d'aides aux sinistrés ? occultée, la responsabilité de Total ?

> **SILENCE, on cogne !** Les flics sécurisent le centre ville : contrôles d'identité, interpellations arbitraires... Au Mirail, ce sont les CRS qui occupent et provoquent.

> **SILENCE, on fait du fric !** Pas de bruit dans la ville, même au nom de la culture : on vire les artistes, les associations, les regroupements de quartier... on détruit les lieux élaborés par les habitants... et on concocte une ville «propre», à la botte, morne, mais rentable.

> **SILENCE, on juge !** Les lycéens manifestent, les forces de l'ordre les dispersent, les bousculent, la justice les inculpe, les condamne...

> **SILENCE, on crétinise !** L'obscurantisme à l'état pur est toléré, voire encouragé : à genoux, le peuple ne revendiquera pas !

Mais **PARTOUT**, la révolte gronde, même à Toulouse. Partout on rêve d'un autrement... Certains se prennent à y croire et oublient, le temps d'un **NON**, certes jubilatoire, que les moyens que l'on nous «offre» sont verrouillés, trompeurs et ne nous apportent que déceptions (1981, 2002, 2005... entre autres).

D'autres, connaissant la vérité bien connue : «*La liberté ne se demande pas, elle se prend*», essaient plutôt de vivre leur présent comme ils rêvent leur futur...

Ils construisent à la fois leur résistance aux turpitudes, aux autoritarismes, au profit, etc. etc., et les bases de la solidarité et de l'humanité qui leur conviennent.

Un monde meilleur, nous le voulons ici et maintenant.

BASTA



Tolérance ZÉRO !

a dit
Sarkory,



Dimanche dernier, les fidèles ont investi la place Saint-Étienne, à Toulouse, lors de la Fête-Dieu.

... et tolérance 200% pour les culs-bénis ?

Cherchez l'intrus*



Des habitants, vous dites ?... Qu'est-ce que c'est ?

Un GRAND projet de ville, c'est comme un GRAND Zénith, comme le plus GRAND Leclerc, et comme le plus GROS avion du monde, et'... **Quelle fierté pour Toulouse !** Voilà bien de quoi faire avaler l'amère pilule des expulsions, des logements fissurés, des non lieux de vie, des cités construites, get-thoïsées, dégradées, détruites et reconstruites comme des jeux de cartes, des habitants (encore eux ! quels emmerdeurs...) virés, déménagés, trimballés, séparés, parqués, relogés, délogés, rere-logés, re-redélogés... à quand la décharge ?

Le Grand Projet de Ville, comme son nom l'indique, c'est pour la ville, pas pour les gens. C'est pour faire propre, c'est pour faire social, c'est pour le look.

Un urbanisme comme ça, ça se fait à la règle, au compas et aux crayons de couleur (n'oubliez pas le rose). Pas besoin d'autre chose : pas d'idée, pas de débat, pas d'initiative spontanée, pas de suggestion des utilisateurs (pouah !).

Un urbanisme comme ça, avec des constructeurs comme ça : pas de pitié pour ce qui dépasse, ou tente de subsister tranquillo, en vivant simplement, en ne demandant rien et en se débrouillant, entre amis, entre voisins... *Quoi ! des hangars ? des maisons de quartiers ? des lieux de rencontre non programmés ? des concerts gratuits ? des ateliers collectifs ? des activités associatives ? C'est quoi, ces clodos ?*

Dans une ville comme ça, quand on ne fait pas partie des puissants, on rase les murs roses des belles avenues, on «bade», comme on feuilleterait une revue people, et puis, comme chante Jean Ferrat, «on rentre dans son HLM bouffer du poulet aux hormones»...

Sous cette chappe d'incompréhension, d'indifférence et de mépris pour nos besoins et nos désirs, nous étouffons. De l'air, vite ! Et puisque, comme la liberté, l'air ne se demande pas...

1- Rassurez-moi, on a bien eu LA PLUS GROSSE explosion, avec AZF ?

* solution du jeu «Cherchez l'intrus» : l'intrus, c'est le Hangar de la Cépière. Facile, il n'a pas la façade rose.

Toulouse-en-France ou la parade des goupillons

Ne dites pas à sa mère que Benoît est un pape intégriste, elle le croit toujours enfant de chœur aux jeunesses hitlériennes ; Pêché de jeunesse, comme il le dit lui-même, mais il y a mieux pour faire oublier toutes les casseroles que l'église trimballe depuis deux mille ans. Il y a mieux pour effacer des siècles d'inquisition, de croisades sanglantes, de St Barthélémy, de bûchers, de négations d'holocaustes. Il y a mieux pour faire oublier l'esclavage, les missionnaires, les curés pédophiles. Après Jean-Paul, ils auraient pu faire une pause. Mais non ! la fête continue, l'occident plus chrétien que jamais. Foin des évêques nègres ou métis d'Amérique ou d'ailleurs, comme il est dit à son élection, le pape a des couilles*, les mêmes que Bigard, Pinochet, Bush, Sarkozy ou Monseigneur Lefevre. Tiens, l'intégriste de St Nicolas du Chardonnet, fervent de messes fascistes agrémentées de latin, voilà qu'il relance ses troupes à coups de « fêtes Dieu » et de rappels à l'ordre moral, à la famille, hypocrite et cul béni et finalement aux vrais fondements de l'Eglise. Jean-Paul baise le béton et tous les laissés pour compte, Benoit en remet une couche et Lefevre descend dans la rue.

Ta charité chrétienne tu peux te la carrer avec la médaille de Lourdes, camarade chrétien de gauche, le pape a des couilles en forme de francisque, de swatika ou de tronche à Sarkozy. L'Eglise est bien installée dans le siècle, Benoit est grand et Bush est son prophète.

Ah oui, Toulouse ! on s'éloigne... C'est si passionnant l'Eglise !
Donc les partisans du Lefevre, un certain de la Roque en tête, pas facho ni croix de

feu pour un sou, je le jure sur la tête de mère Térésa, beau comme un Waffen SS, ou un CRS revenant du lycée, en grand costume de carnaval, à pied, à genoux ou en latin, défile à St Etienne pendant que des milliers de couillons jouent à oui ou non des fois qu'ils y comprendraient quelque chose à cette putain d'Europe. Et quel plaisir de voir Mme de V., dame patronesse et muni-



cipale tomber en pamoison -dieu qu'il est bon de retrouver l'âme de l'Opus Dei, de sanctifier Escrava de Balaguer, de pardonner à ce bon Dominique car on pardonne aux grands de ce monde de s'encanailier parfois, et de prier pour ce brave Douste parti aux affaires étrangères, peut-être trouvera-t-il un jour la raison ; et d'implorer le ciel pour que ce pauvre Moudenc découvre un jour qu'il est maire de Toulouse, et de rêver illico qu'il s'y casse la gueule, parce qu'au comble de ses vapeurs, elle se voit élue de Dieu.

Ah oui, Toulouse, où la bourgeoisie se came à l'eau bénite ; la même qui fait voler l'Airbus et fait croire aux socialistes qu'ils sont encore de gauche.

Et, cet incroyable sursaut de la Dépêche qui donne aux anticléricaux de si belles images ; il y a encore des miracles à Toulouse, ou des journalistes qui s'emmerdent les soirs d'élection.

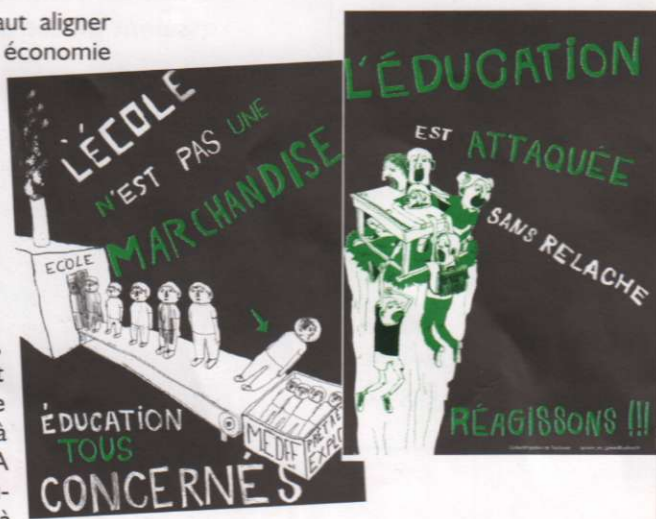
Et pour finir, une charade :
Mon premier est un intégrisme chrétien
Mon second est un intégrisme juif
Mon troisième est un intégrisme musulman
Mon quatrième est intégrisme hindou, et que sais-je encore...
Mon tout est une belle saloperie
Qui suis-je ?... Un cauchemar.

* «Mabet et bene pendentes» («il en a, et elles pendent bien»), proclame-t-on à chaque élection papale, après avoir vérifié, de manu, que le pontife n'est pas une femme.

Face aux lycéens en lutte contre la loi FILLON : Violences policières et condamnations judiciaires

L'OCDE l'avait préconisé : il faut aligner l'école sur les besoins d'une économie dominée par la compétitivité et la rentabilité. Fillon s'est appliqué à adapter ces principes à l'Education Nationale et organise le démantèlement progressif du service public. En plus, pour éviter tout débat, il fait passer son projet à l'assemblée avec la procédure d'urgence.

En masse, lycéens, professeurs, parents, citoyens dénoncent cette loi qui vise à former de futurs salariés précaires et à accroître les inégalités. A Toulouse, les lycéens sont particulièrement mobilisés : A Bellevue, à Raymond Naves, au Polyvalent, aux Arènes, à Berthelot, Ozenne, St Sernin, Toulouse-Lautrec... Quand le nouveau recteur envoyé pour remettre de l'ordre décide la fermeture administrative des lycées, ils campent devant leurs établissements et leur motivation ne faiblit pas au gré des vacances comme peuvent le faire croire les médias. Le gouvernement applique sa tactique habituelle depuis qu'il est en place : ne pas céder d'un pouce quoiqu'il arrive, et quand les jeunes dégoûtés par un tel mépris essaient d'entrer au rectorat



pour réclamer un dialogue, on leur envoie les CRS : poignets cassés, hématomes, blessures aux oreilles. Voilà la réponse du pouvoir aux questions légitimes que posent les jeunes.

Et pour casser ce mouvement qui ne s'esouffle pas, la justice prend le relais en prononçant des peines très dures contre quelques uns pour les isoler et faire peur aux autres. Pourtant la détermination contre cette loi reste entière. Rendez-vous à la rentrée.

Le 25 mars 2005
« A Monsieur Fillon, Ministre de l'éducation

Objet : Lettre ouverte

Monsieur,
Depuis maintenant deux mois, les manifestations lycéennes se multiplient. Malgré la forte mobilisation, votre gouvernement reste sourd à nos revendications. Nous déplorons la manière dont vous semblez percevoir notre mouvement et jugeons nécessaire de faire entendre publiquement nos revendications. Nous désirons par ailleurs instaurer un dialogue afin de vous faire part de ce que nous refusons catégoriquement dans cette réforme, et des grandes lignes de la logique éducative que nous désirons voir appliquée. Suite aux manifestations importantes et répétées qui n'ont donné suite à aucune modification satisfaisante, nous avons pris l'initiative de durcir notre mouvement. Ainsi, depuis maintenant quatre jours, nous occupons le lycée Bellevue à Toulouse, et avons provoqué la fermeture administrative de l'établissement. Notre mouvement n'est pas isolé, il fait partie d'une dynamique nationale.

Nous sommes conscients que le système éducatif actuel nécessite une réforme. Cependant, celle proposée accentuera les inégalités déjà trop fortes :

Le socle commun réduit au minimum les connaissances (lire, écrire, compter, communiquer), et n'inclut aucune matière permettant de développer un sens critique. ...

Il ne faut pas que l'évolution du marché dirige la logique éducative, sans tenir compte des aspirations individuelles de chaque élève. Les options de découverte professionnelle que vous proposez orientent-elles les élèves selon leurs désirs et passions, ou selon les besoins économiques de la France ?

Par exemple, la liaison des chefs d'établissement avec un représentant des forces de l'ordre est loin de répondre avec pédagogie aux problèmes de tout ordre que peuvent rencontrer les lycéens. Cette mesure entraînera un rapport de force, l'impression d'un manque d'écoute, d'agressivité qui n'est pas souhaitable. Nous pensons que notre éducation doit rester indépendante de l'offre et de la demande de travail, et des besoins des entreprises. Ce n'est pas à ce marché de décider de nos apprentissages, l'école a pour but de façonner le citoyen, sa personnalité et ses aptitudes, et non pas de former des unités de production. L'école et un service public qui doit impérativement être autonome, pour que chaque élève s'épanouisse sans influence extérieure orientée. Dans cette même perspective, l'école doit donner de façon équilibrée un bagage culturel suffisant pour un bon développement de l'esprit critique.

Nous n'avons pas la prétention d'imaginer un projet de loi, mais il nous semble indispensable de vous communiquer nos idées, et les grandes lignes de la logique que nous voulons voir appliquée. C'est pourquoi nous avons rédigé cette lettre avec la ferme intention d'instaurer un dialogue. Devant votre obstination, votre mutisme, votre mépris à l'égard de notre mouvement, qui ne s'est jamais essouffé, nous mettons à plat nos revendications. Une démocratie n'implique-t-elle pas une écoute des attentes du peuple, et donc aussi des lycéens qui le constituent ? Nous faisons, par la présente lettre, une demande officielle à notre droit d'écouter, étant donné que les manifestations légales n'ont pas été prises en compte.

Monsieur le ministre, rester sourd et aveugle face à un mouvement de cette ampleur ne nous semble pas être une attitude constructive. Ce type de comportement n'est pas tolérable de la part d'un gouvernement. Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, »

Les lycéens du lycée Bellevue, Toulouse.

... réponse du ministre le 7 avril :
« J'ai donné des instructions précises aux recteurs et aux préfets d'utiliser tous les moyens nécessaires pour empêcher ces blocages. A chaque tentative de blocage d'un lycée, il y aura une intervention des forces de l'ordre.»

BASTA n°41 - 18 juin 2005
Responsable de publication : Bernard Réglat. Textes et illustrations : Bernard, Françoise, Gérard, Hibou, Marie, Michel, Nicolas, Nicole, Patrick... et les autres...
Contact : 8, rue de Bagnolet - 05 61 43 80 10
dépôt légal du 2^e trimestre 2005

Mais que fait la police ?

Mais que fait la police ?

- rejet de la demande de mise en examen de Grande Paroisse ;
- rejet des plaintes pour mise en danger délibéré de la vie d'autrui ;
- rejet de la plainte pour destruction de preuves ;
- l'ex-procureur muté qui critique le travail des juges ;
- des juges qui recherchent toujours une double explosion ;
- des juges qui se font aider par une filiale de Total.

Pendant ce temps-là on rebouche le trou de l'explosion et l'Etat (la DRIRE) autorise Grande Paroisse, filiale du plus gros pollueur de la planète, à gratter un peu de terre pour dépolluer superficiellement et permettre ainsi au cancérôpôle de Douste de voir le jour.



Coupable identifié...

La catastrophe de Toulouse du 21 septembre 2001 est due à l'explosion d'un tas de nitrate d'ammonium déclassé dans le bâtiment 221 de l'usine AZF de Grande Paroisse au mépris des textes et normes sur les installations classées SEVESO. L'instruction et les expertises consolident l'hypothèse d'un mélange accidentel de produits incompatibles (ammonitrates et produit chloré). L'absence de traçabilité des produits entrant et sortant du bâtiment 221 empêche de reconstituer les contenus exacts du tas de nitrates déclassés. Ce que l'on sait, c'est que le matin de l'explosion, un ouvrier d'une entreprise de sous-traitance a déposé au fond du box du 221, environ 500 kg d'un produit blanc indéterminé soupçonné d'être du chlore. La filiale de Total avait sciemment choisi de faire des économies au détriment de la sécurité de ses employés et des riverains de l'usine. Pour le groupe Total et son PDG, Thierry Desmaret, tout va pour le mieux : neuf milliards de bénéfices en 2004, qui dit mieux ?

AZF est plus que responsable, il est coupable d'avoir stocké un produit explosif qui a tué, mutilé, détruit. Ce tas de nitrate d'ammonium n'aurait pas dû se trouver en pleine agglomération toulousaine car il était dangereux. Les collectivités et l'Etat sont donc aussi responsables d'avoir laissé développer une urbanisation à haut risque. Aussi font-ils profil bas en ne poursuivant pas l'industriel. Ce dernier, pas dupe, à payer cash le silence de nos élus. Le stade, le zénith ont été remis à neuf en un clin d'œil. 2 lycées ont disparu mais la Région a l'argent en poche. Un lycée partiellement détruit a toujours sur ses façades 600 m² de fenêtres de contre-plaqué et 2000 élèves ont leurs cours dans des baraques de chantier. 4 ans après !

Bilan humain

- > entre 30 (chiffre officiel) et 32 morts selon les sources (dont 21 ouvriers d'AZF).
- > près de 10 000 blessés (13 000 dossiers de dommages corporels enregistrés fin 2004 dont 8 000 étaient considérés comme « terminés ») dont une trentaine très gravement atteints. Les pathologies sont en majorité des troubles psychiatriques, de l'audition, des plaies diverses, des traumatismes du système nerveux ou de l'appareil musculo-squelettique et du tissu conjonctif.

(source www.azf-victimes.org).

... toujours en fuite...

Depuis le début, l'industriel cherche et parvient à fuir toute responsabilité pénale en brouillant les pistes de l'enquête judiciaire avec l'aide de ses avocats et de journalistes peu scrupuleux sur la méthode (voir Basta précédents). Dernière tentative récente, bien accueillie par les juges d'instruction, Thierry Perriquet et Didier Suc, qui ont lancé un nouvel appel à témoins pour étayer la fameuse thèse de la double explosion. Une habitude car ces mêmes juges auraient été jusqu'à confier la logistique des essais sismiques sur le site à une autre filiale de Total. C'est même Michel Bréard, l'ex procureur de la République au tribunal de Grande Instance de Toulouse, qui le dit. Actuellement avocat général à la Cour d'Appel de Bordeaux, il déclare aussi ne pas avoir la même vision du dossier que les deux juges chargés de l'enquête. Il a aussi affirmé que les personnes mises en examen n'étaient que des lampistes (dont le directeur de l'usine de Grande Paroisse). Ce doit être pour tout ça et pour son rôle dans l'affaire Alègre qu'on l'a envoyé officier sur d'autres terres...

Dans le même temps, les plaintes déposées par les associations de sinistrés et de familles endeuillées sont rejetées les unes après les autres : mise en examen de Grande Paroisse, mise en danger délibérée de la vie d'autrui, destruction de preuves par la commission d'enquête interne de Total, demande d'expertise indépendante des conditions sur le site avant le 21 septembre...

Aucun élu de l'agglomération ne s'émeut de la situation, pourtant la loi leur permet de se porter partie civile pour soutenir l'action publique dans sa demande d'explications claires et transparentes. Ils sont occupés ailleurs, à l'envol de l'A 380 et sans doute « au chantier de lutte contre le cancer, ouvert par le Président de la République » cher à Douste-Blazy, président de la communauté d'agglomération du Grand Toulouse, qui lance le projet d'une mégapole anti-cancéreuse pour le Grand Sud-Ouest sur le site de l'AZF.

... pour la bonne cause

Ce sera un vaste campus de 220 hectares dédié à la lutte contre le cancer (voir encadré). L'agenda est bien sûr fixé sans concertation avec la population : dépollution en 2004/2005, pose de la première pierre en 2006 et ouverture en 2007. Encore une fois, tous les acteurs concernés minimisent voire ignorent la pollution du site.

Pour le commun des mortels, dépolluer un site signifie rendre l'endroit aussi propre que l'industrie l'a trouvé en arrivant. Pour la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement) et la Préfecture, c'est différent : « (...) Dans le cas du site AZF de Toulouse, la société Grande Paroisse est à la fois, le dernier exploitant, le seul pollueur depuis 1925 (...) et le propriétaire du terrain. De ce fait, l'entière responsabilité du traitement de la pollution lui revient. Elle doit donc, selon les termes de la loi, remettre en état son site dans un état tel qu'il ne se manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ». Total, le pollueur de l'Erika, se voit donc confier le chantier, sans protocole établi. Pourtant les documents transmis par la Grande Paroisse à la Commission Locale d'Information et de Prévention (CLIP) montrent des chiffres inquiétants : 6700 m³ de matériaux de démolition déclarés « non inertes », 10500 m³ « non caractérisés », 14 zones impactées par le plomb, 3 par le mercure, 9 par les

[JUSTICE POUR LES VICTIMES D'AZF]



www.azf-victimes.org

Association des sinistrés du 21 septembre 2001
05.61.40.62.71

hydrocarbures, les eaux souterraines pouvant contenir jusqu'à 8,5 mg de benzène et 7,3 mg de toluène par litre, et la terre jusqu'à 8,6 grammes de plomb par kg, ou même 110 Grammes de mercure par kg. Une vraie dépollution, ça veut dire dix ans de travaux pas les 18 mois prévus. Parlons plutôt de simple réhabilitation, toujours dans la logique de Total : faire des économies sur le dos des autres et du bien public. Mais que fait donc la justice ?

(Rebondissement : le parquet général vient jeudi 16 juin de se prononcer en appel pour l'ouverture d'une information judiciaire pour « entrave à l'enquête pénale » suite aux plaintes de l'association des familles endeuillées, réponse le 15 septembre). Vrai ou faux espoir ? A suivre avec d'autres réponses d'appel en juin...

CANCÉROPÔLE : DÉMAGOGIE ET PROFITS

Un lecteur sur 3 de Basta va mourir du cancer. Mais c'est pas grave parce que le bon docteur Douste lance le cancérôpôle : 600 millions d'euros, 4000 emplois, dont 2200 chercheurs. La pseudo-dépollution du site AZF pour créer ce campus dédié à la lutte contre le cancer n'est pas le seul scandale à relever. Ce site magnifié par tous nos politiques entretient une société cancérogène acceptant avec fatalité la maladie. Les responsables économiques et politiques vantent la pépinière d'entreprises qui vont pouvoir « rentabiliser » la recherche sur le cancer.

En clair s'il n'y a pas de cancéreux les firmes pharmaceutiques ne gagneront pas d'argent.

Au cancérôpôle de Toulouse il ne s'agira pas d'étudier comment les gens peuvent éviter d'avoir le cancer en promouvant une recherche épidémiologique pour tout cancer déclaré débouchant sur des actions préventives orientées vers la population encore saine ou exposée.



Mirail. Depuis vendredi les CRS ont levé leurs barrages, mais les habitants se remettent difficilement de trois semaines de couvre feu.

Reynerie: sortir du ghetto

Vendredi dernier, le couvre-feu imposé par directive ministérielle depuis le 15 février aux habitants de la Reynerie a été levé. Les CRS ont quitté la place Abbal et leurs check points de la rue de Kiev et du rond-point de la Fac de lettres. Les policiers du commissariat reprennent désormais leurs rondes familières sous le regard soulagé des habitants qui saluent leur retour comme le signe de la fin de la crise. « Car il est normal que la police surveille le quartier comme n'importe où ailleurs », affirme un homme d'une quarantaine d'années qui regrette en revanche « qu'ils aient ressorti les pratiques de la colonie pour soumettre la population ».



De jour comme de nuit les jeunes ont été les premières cibles des contrôles policiers.

Quel que soit le bilan de l'opération policière, la violence des mots saisis dans la rue témoigne d'une réalité: ces trois semaines de couvre-feu ont creusé encore un peu plus le fossé qui sépare les habitants de la Reynerie des autres Toulousains. Sous couvert d'anonymat, plusieurs travailleurs sociaux n'hésitent d'ailleurs pas à affirmer que l'opération a atteint son but inavoué: « Désormais tout le monde veut quitter le quartier ».

PLACE PUBLIQUE

Mirail: une situation de couvre-feu

Compte tenu de la situation actuelle au quartier du Mirail, et spécialement à la Reynerie, nous, riverains, souhaitons être informés de la raison de la présence quotidienne et soutenue des forces de l'ordre dans les rues. Elles-ci sont postées aux différentes sorties de la cité et se livrent depuis deux mois à de multiples contrôles quasi-systématiques auprès de la population résidente. Des altercations entre les jeunes et les CRS ont lieu tous les soirs à partir de 18 heures. Ce climat provoque réactions en chaîne et violences, alors que les habitants ont l'impression de vivre un couvre-feu. Les bombes lacrymogènes, utilisées

turbés, et leurs parents en ont ras-le-bol. Tous répètent qu'ils veulent partir...
vertus de la démocratie. Au mouvement de solidarité pour l'égalité et la participation (Msep), Mustatha Benzitouni a une approche très politique de

Le futur n'est pas même si le présent

Depuis le 21 septembre 2001, quelque chose s'est brisé à Toulouse. Je ne parlerai pas de l'énorme sinistre provoqué par A.Z.F., ni de ses morts, ni de ses blessés, ni des centaines de logis éventrés, brisés, détruits. Je ne parlerai pas de l'incommensurable duplicité de Total, qui loin de reconnaître sa responsabilité, joue la chicane, l'intrigue, indemnisant les puissants, méprisant les victimes démunies. Je ne parlerai pas de l'affaire Alègre, ni de ses péripéties judiciaires, ni des victimes suicidées ou disparues. Je n'évoquerai pas la souffrance et le désarroi de leurs familles, méprisées par une justice hautaine et même quelquefois traînées dans la boue par des plumitifs besogneux. Je ne parlerai pas non plus du pouvoir municipal divisé. Ni de la guerre souterraine que se livrent les pro-Douste, Moudenc en tête, contre les pros Baudis avec de Verinas comme chef de file... Je ne parlerai pas non plus des policiers, magistrats, politiciens blanchis ni des avocats toulousains réduits au silence...

Par contre je dénonce l'immense fossé qui s'est creusé depuis les affaires toulousaines, entre les habitants des «quartiers» (Izards, Mirail, Bagatelle, Empalot...) et les résidents du centre ville.

Les tenants du pouvoir municipal, départemental ou régional qu'ils soient de gauche (socialistes) ou de droite (U.M.P.) entretiennent, aggravent, élargissent d'une main de fer cette cassure.

La situation du quartier de la Reynerie illustre parfaitement le chaos ambiant, la sinistrose endémique qui ronge la ville dite rose.

Ces getthos en quasi sécession qui connaissent le couvre-feu, où, dès le soir tombé, il n'y a plus âme qui vive, mis à part les archers de Sarkozy, qui patrouillent sur les places, dans les ruelles, ou dans les cour-sives des immeubles.

Parents et enfants terrés dans leur appartement, sursautant à la moindre pétarade, ferment fenêtres et volets, afin d'éviter que les gaz lacrymogènes crachés par l'hydre policière ne viennent irriter leur muqueuse.

Dans la plupart de ces tours de Babel, chacun attend avec angoisse la possible irruption des «képis» venus cueillir au nid un adolescent soupçonné de caillassage.

Qui a jeté la pierre ? Cette question accusatoire est posée depuis l'Antiquité par les détenteurs de la force publique. Ce caillou, l'arme des faibles, David l'utilisait déjà contre Goliath.

Plus près de nous, la guerre des pierres a fait rage en Palestine... Jean-Pierre, Ahmed, Mamadou remettent le pavé au goût du jour pour se défendre de la horde de CRS (ennemis de plus de cinquante ans) venus envahir leur territoire.

Au premier projectile tombé sur les cars des intrus, ceux-ci casqués et bottés, répondent par une grêle de balles en caoutchouc, de grenades de toutes sortes détonantes, chlorées, incapacitantes, il y en a pour tous les goûts.

Très vite la confusion est totale. Une fois le terrain déblayé, les bleus se déploient et la chasse au faciès, au contrôle d'identité sauvage commence. La réplique est immédiate les cocktails enflammés s'écrasent sur les pas de leurs adversaires. Les insurgés organisent leur repli en brûlant voitures et poubelles en édifant de mini-barricades pour retarder l'assaillant.

Les premiers prisonniers sont entassés dans les paniers à salade, la bagarre devient générale, des blessés de part et d'autre, sont récupérés par les pompiers, par les familles, par les flics.

Au petit matin le combat cesse, faute de combattant. Le champ de bataille garde les stigmates fumants d'une nuit d'émeute ordinaire. Le désordre public est rétabli.

FAITS ET GESTES

Incidents à La Reynerie

Soirée agitée, hier, place Abbal, dans le quartier de La Reynerie à Toulouse, où des tirs de grenade ont été entendus.

Reynerie : garde à vue prolongée

Les quatre habitants de la cité de la Reynerie, interpellés dimanche soir lors d'incidents avec les forces de l'ordre.

Reynerie : au tribunal cet après-midi

Les quatre garçons interpellés dimanche soir dans les coursives des immeubles de la Reynerie, à Toulouse, seront jugés cet après-midi.

Les arrestations à Reynerie

Des auteurs de troubles présumés ont été arrêtés.

24 HEURES EN VILLE

La police maintient la pression dans les quartiers

Arrestation de cinq suspects à Empalot et de deux cambrioleurs présumés à Reynerie. Dans un autre registre, deux garçons de 14 et 16 ans (l) ont été interpellés à la Reynerie. Eux, malgré leur jeune âge, jouaient dans la cour des cambrioleurs. Ils sont soupçonnés de s'être livrés à des cambriolages. Les plaintes ont été déposées, inquiétant les riverains.

Tribunal: 4 garçons accusés d'avoir participé aux incidents de la Reynerie fin mars, écopent de 9 et 6 mois de détention.

Prison ferme pour les caillasseurs

Les quatre prévenus sont abattus. Dans la salle, sous le contrôle d'un dispositif policier conséquent, les familles, les amis acceptent mal les peines de prison qui viennent de tomber sur eux.



Au tribunal 4 garçons accusés d'avoir participé aux incidents de la Reynerie écopent de 9 à 6 mois de détention.



Résultat d'un contrôle d'identité ?

Forcément atroce est détestable

Au commissariat, **l'activité judiciaire bat son plein** car la chasse de la nuit a été fructueuse. Les gardes à vues sont signifiées et, très vite, les présumés innocents seront présentés au juge de comparution immédiate qui en fera de parfaits coupables.

Dans le ghetto, à la Reynerie ou ailleurs, **les familles des interpellés s'organisent en comité de soutien**.

Un commissariat populaire reçoit les premiers témoignages. Certains avocats se précipitent pour offrir leurs services. La presse locale rajoute du sel sur la plaie pour conclure invariablement : « *Brigadier, vous avez raison !* »

Depuis son arrivée à l'intérieur (en 2002), Sarkozy a foncé sur Toulouse pour pacifier nos «quartiers dits à risques». Ce terme «PACIFICATION» résonne douloureusement à nos oreilles. Il évoque, toutes proportions gardées, d'autre temps... Lorsque Bigeard et ses parachutistes pacifiaient les «mechtas» ou Le Pen et Osarresse officiaient pendant qu'à Paris, Papon jetait des immigrés à la Seine... C'était, comme le chante Sardou, «*Le temps des colonies*».

Les ministres de l'intérieur se suivent et se ressemblent, autres temps mêmes mœurs. L'ennemi c'était «le viet», «le fellouse», «le nègre»... Les policiers d'aujourd'hui ont hérité de la même hargne, de la

même impunité, ils retrouvent avec une joie féroce les enfants, les petits-enfants de leurs ennemis de toujours, le jeune, et particulièrement celui qui est issu de l'immigration.

Papon est sorti, Hacine, Taoré l'ont remplacé en prison.

Le général Aoun, Baby doc, Komeny et autres tyrans notoires, ont été accueillis par la France à bras ouverts. Les sans-papiers sont expulsés par charters entiers. **Le tandem Villepin-Sarkozy veut accélérer la cadence au nom de la fameuse «tolérance zéro».**

Et pourtant... dans un coin du quartier de la Reynerie, à l'école Didier Daurat, **deux maîtresses apprenent à leurs élèves de toute origine les droits de l'homme, les droits des enfants.** Ceux-ci revendiquent leur dû, ils expriment leurs désirs sur le papier puis quittent la classe en chantant « *Lili, elle venait de Somalie* » (Pierre Perret)

Si cet enseignement est suivi, pour demain, la résistance est possible et le pire n'est pas sûr.

Toulouse, le 12 avril 2005

Vivre à la Reynerie

LETTRE OUVERTE
A MONSIEUR LE PREFET DE LA HAUTE-GARONNE

Notre association, comme beaucoup d'autres, est invitée le lundi 2 mai 2005 pour faire le point et débattre sur les principaux projets du GPV (Grand Projet de Ville). Sauf erreur de notre part parmi ces principaux projets figurent démocratie, égalité des chances et surtout « mieux vivre » pour les habitants.

Or ce qui vient de se passer à la Reynerie au cours de ces deux mois est loin d'être le reflet de cette volonté affichée. La présence policière intensive sur ce quartier s'est traduite par un comportement inadmissible de la part des forces dites de l'ordre : insultes, propos racistes, contrôles permanents ainsi qu'une pluie de PV se sont abattus sur une population pour qui une amende de 90 euros représente souvent 1/5 des revenus.

Deux jeunes gens se sont fait sévèrement « tabasser » par ces mêmes forces dites de l'ordre. Après leur passage, l'endroit ressemblait davantage à un état de boucherie qu'à une entrée d'immeuble.

Pendant ces deux mois, une grande partie de la population de ce quartier a vécu dans l'inquiétude, la peur et l'humiliation, avec le sentiment qu'on lui faisait la guerre, d'être en état de siège. Ces faits sont graves et ne peuvent pas être imputés à quelques policiers délinquants et isolés. La police « d'en bas » ne peut être qu'à l'image de celle « d'en haut », de son encadrement, de son ministère, de l'Etat, dont vous êtes, Monsieur le Préfet, le représentant.

Quand des policiers, des CRS, se permettent de se comporter avec un tel mépris et une telle agressivité, c'est qu'ils se savent autorisés par leur hiérarchie.

Alors, Monsieur le Préfet, nous vous demandons des explications sur le comportement de la police dans le quartier de la Reynerie, et surtout de nous donner les raisons de cette occupation policière, de nous dire qui en a donné l'ordre et pourquoi, pour quels résultats et quel en a été le coût.

Vous nous devez une réponse claire et honnête, sinon quel crédit accorder à vos propos. Comment croire que nous vivons dans un pays de liberté et de démocratie, où les droits de chaque citoyen et citoyenne sont respectés ?

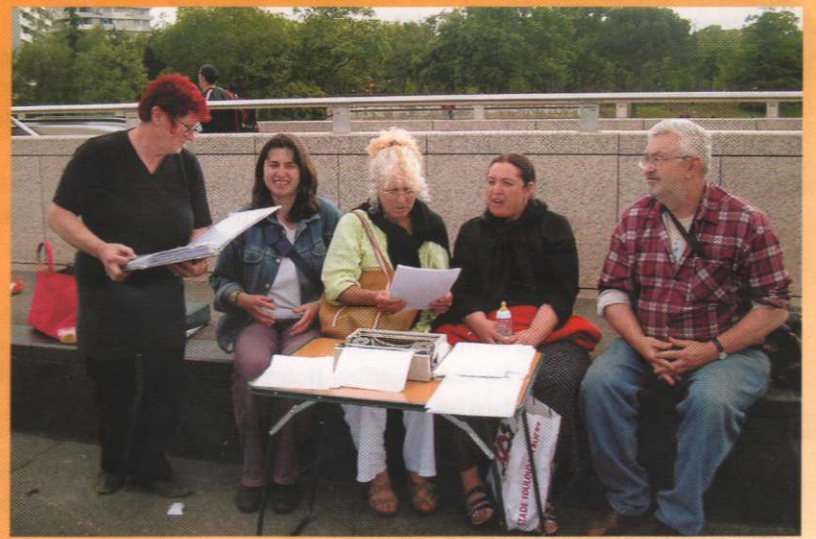
Et surtout quelle idée de la démocratie, de la liberté et de l'égalité peut avoir une jeunesse contrôlée au faciès, brimée et insultée, quelle confiance peut-elle avoir dans l'avenir quand l'injustice lui met la haine au cœur ?

Et de grâce, ne nous parlez pas de la poignée de jeunes qui pourrit le quartier ; cela fait des décennies qu'on nous la sert sur un plateau. Ces jeunes ont eu le temps de vieillir ; si d'autres les ont remplacés, c'est bien que le malaise perdure et que les forces de police n'ont pu y mettre bon ordre.

Qui peut penser que la violence policière peut faire régner l'ordre et la paix ?

Dans l'attente d'une réponse, sans laquelle nous ne pourrions participer à cette réunion, veuillez agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de nos salutations démocratiques et distinguées.

Pour Vivre à la Reynerie
Le président



Témoignages recueillis sur la place Abbal lors des rassemblements du mercredi par Vivre à la Reynerie, le Mouvement des femmes du Mirail...

Le mercredi 20 avril 2005

R. A. habitant du quartier

Le comportement des « flics » est inadmissible. Ils nous prennent pour des animaux. Ils lancent des grenades à tort et à travers sur les balcons sans se soucier des enfants, des gens âgés, des malades (cœur, asthme...) on est des êtres humains pas des cafards. Ils arrêtent des jeunes qui n'ont rien fait.

S.A. habitant du quartier

Mon fils a été arrêté pas loin de la maison. La police lui a sauté dessus, l'a frappé, menotté. Je l'ai vu par la fenêtre, on a vu la police le frapper et le menotter. Il a été condamné à 6 mois ferme sans preuve pour caillassage et rassemblement. Il y a 4 témoins qui ont été refusés par le juge.

C.M. habitante du quartier

Mon fils, est sorti de la maison vers 20 h et s'en va vers d'Indy pour acheter une canette. De là, il vient d'être arrêté comme quoi il a lancé des cailloux ; il a été amené en garde à vue. 48 h après il était en prison sans être jugé pendant 22 jours. Ils ont été jugés le 11 sans rien dans le dossier. Les tests hydrocarbures étaient négatifs. Ils ont perquisitionné l'appartement pour trouver un pull « bull-rot », ils n'ont rien trouvé.

Moi-même, j'ai été contrôlée en voiture. J'ai eu une amende de 90 euros. Je revenais du travail avec mon appareil de tension. Carte grise, assurance, permis... j'ai tout donné et tout était en ordre. Ouverture du coffre, rien... «vous êtes de quelle nationalité, madame», m'ont-ils demandé. Je réponds que ça n'a rien à voir avec le contrôle routier, ils ont insisté, insisté... ils ont dit «sur vos papiers, il y a écrit née au Zaïre...»... on m'a demandé ma carte d'identité ; j'ai dit : «sans problème...» Là, ils ont vu que j'étais française... « mais pourquoi vous ne l'avez pas dit ? » j'ai répondu : ça n'a rien à voir avec le contrôle. Ils m'ont demandé mon adresse. J'ai dit : «vous avez la carte... je ne vous dis rien». Ils ont demandé plusieurs fois ; un a dit : «de toute façon la carte grise n'a pas été changée... je vous fais un PV». Il est parti dans le camion faire le PV. Un compatriote est témoin, il est resté tout le temps que ça a duré. Ils m'ont dit de me présenter dans 3 jours pour payer. Le jeudi, je suis partie faire changer la carte grise et je suis allée pour payer, mais je leur ai dit que je ne pouvais pas payer tout de suite. Ils m'ont demandé si je contestais, j'ai dit que non. On m'a donné 45 jours pour payer.

Le mercredi 27 avril 05

D.M et J.S. habitants du quartier

Lorsque nous sommes rentrés en voiture, venant de la campagne, un dimanche soir et que nous avons vu le déploiement de forces de police sur le rond point de la fac, j'ai d'abord cru qu'ils recherchaient quelqu'un. Puis le lendemain, le surlendemain et les autres jours pendant presque 2 mois, la présence policière s'est installée. Personnellement je l'ai ressentie comme une menace et j'étais très angoissée en rentrant chaque soir de mon travail. Notre fils qui a 10 ans et va à l'école sur le quartier se posait des tas de questions auxquelles nous ne pouvions pas vraiment répondre. Il était lui aussi très inquiet. Dans quel monde vivons nous, que se passe t-il sur ce quartier ? Est ce qu'on est comme tout le monde ? Est ce que la police attaque aussi les enfants ? que répondre à ça quand on sait que les policiers n'hésitent pas à bousculer les jeunes et qu'ils envoient des grenades lacrymogènes sur les appartements malgré la présence des familles ?

Non, la présence policière n'est pas rassurante, d'autant plus que nous avons assisté à une scène très inquiétante l'été dernier. De notre balcon qui donne sur la place Abbal nous avons assisté à une intervention policière. Il était tard... un policier visiblement éméché s'est mis à insulter les habitants de l'immeuble Varezze, en les traitant de racaille, et leur disant de retourner au pays....

Quand nous avons entendu cela, mon compagnon et moi, nous n'avons pas pu nous empêcher de nous manifester de notre balcon et de dire notre désapprobation... Lorsque les policiers se sont retirés, l'un d'entre eux nous a mis en joue avec son flash ball. Ça fait vraiment une drôle d'impression... cet événement ne nous rend pas particulièrement confiants dans la police et nous fait douter de la capacité de ses membres à exercer ce métier difficile.

O.J. habitante du quartier

Je connais le petit, il doit avoir 16 ans, depuis 1993. Ce jeune adolescent est sérieux, pas bagarreur, honnête puisque je confie à ses parents mes clefs quand je pars en vacances. C'est ce jeune qui monte arroser mes plantes. Rien, à l'heure actuelle, n'a disparu de chez nous. J'ai été très étonnée et scandalisée d'apprendre son arrestation et sa garde à vue.

Témoignages parus dans le rapport d'activités de la commission « Citoyens – Justice – Police » (Ligue des droits de l'homme – MRAP – Syndicat des Magistrats de France – Syndicat de la Magistrature)

Un homme revient en voiture de chez un ami, en début de soirée, dans la région toulousaine. Le véhicule de devant – une Peugeot 406 banalisée – roule à vitesse réduite, et l'intéressé décide de le doubler, après s'être assuré que la route est dégagée. En effectuant cette manœuvre, l'intéressé reconnaît avoir invectivé le chauffeur. Dès lors, l'autre véhicule l'a suivi, l'a dépassé et le passager lui a ordonné de se garer sur un parking en indiquant : « Police ! Garez-vous ! ». Trois hommes en civil sont alors descendus du véhicule, sans qu'aucun signe visible n'ait permis préalablement de les identifier comme fonctionnaires de police.

Monsieur C.A. est de nationalité française, originaire du Congo. Sortant d'un cours de danse, vers minuit, il décide de s'acheter à manger avant de regagner son domicile. Il se rend au centre ville de Toulouse à bord de son véhicule. Près du commerce ouvert, à une intersection de deux rues, stationne une voiture de police. L'intéressé demande aux policiers s'il peut se garer quelques instants derrière eux, le temps de commander son sandwich. Les fonctionnaires de police ne répondent pas, mais, dès que Monsieur C.A. sort de sa voiture, ils lui demandent ses papiers. Puis, un des fonctionnaires commence à rédiger un procès-verbal. L'intéressé demande ce qui se passe, il lui est répondu : « Rentre chez toi, macaque de Congolais... mais il est français en plus ». Monsieur C.A., dans un geste d'énervement, reprend ses documents. L'un des policiers dit alors : « Il est costaud ce macaque, il faut appeler des renforts ». Depuis l'interpellation sur la voie publique jusqu'au maintien en garde à vue dans les locaux du commissariat, de tels propos ont été réitérés.



Toulouse, fractures ouvertes

Quand on montre aux Toulousains l'état de décrépitude de leur ville, il arrive que ceux-ci regardent l'avion 380...

Et pourtant ils en ont vu passer des avions, la caravelle qui, faute de commande a fini en fabrication de caravane caravalaire ou en frigo frigeavia ; ils ont levé le nez pour le Concorde, fleuron gaulien qui a terminé sa course sur le tarmac Charles de Gaulle tuant une centaine de touristes allemands.

Nous ne souhaitons pas pareille aventure au nouveau mastodonte. Mais il ne faudrait pas que l'image de ce succès aéronautique cache la triste réalité toulousaine. Si l'Egypte a connu sept plaies qu'elle n'arrive pas à panser, la ville rose peut se plaindre de multiples fractures.

La fracture sociale entre la ville d'en haut, ses beaux quartiers où comme à la bonne époque, bonnes d'enfants et militaires se pavent au grand rond, tandis que dans les ghettos des bas quartiers les «sauvageons» poursuivis par la police cherchent en vain des lendemains meilleurs dans un décor surréaliste d'immeubles éventrés, de voitures calcinées, et de résidents mis à la rue au nom du G.P.V.

La fracture municipale : le Capitole a un pouvoir bicéphale où les tenants de Baudis s'étripent avec les partisans de Douste Blazy. Dans cette révolution de palais, il n'y a que les administrés qui trinquent.

La fracture lycéenne et universitaire, Le monde de l'enseignement vit toujours dans les bungalows d'urgence, installés depuis la catastrophe d'AZF. Des carreaux en contreplaqué sont toujours aux fenêtres. Beaucoup d'anciens bâtiments restent à l'état de ruines.

Pour couronner le tout, des proviseurs ou trésoriers indécents détournent les fonds versés pour la reconstruction à l'instar de la présidente du Secours Populaire qui fait ses choux gras avec les indemnités qui devaient revenir aux sinistrés.

La fracture TOTAL

Voilà bientôt quatre ans que les Toulousains n'arrivent pas à savoir qu'est-ce qui c'est passé le 21 septembre 2001 ; Après les assurances, les experts, les juges d'instruction prennent un malin plaisir à brouiller les cartes alors que sinistrés et plaignants se retrouvent sans le sou et atteints psychologiquement.

La fracture judiciaire : Après l'affaire Allègre et la valse de Procureurs généraux, Juges d'Instruction et autres avocats. Après les coups de théâtre à répétition, des accusés blanchis qui deviennent accusateurs intransigeants, on a droit à deux années de grand guignol toulousain, qui se termine sur une liste de victimes assassinées, crimes à ce jour non élucidés.

Pour finir sur les derniers avatars toulousains, c'est sur deux avocats que s'abat la foudre Perben II supprimant la parole à la défense, réduisant à néant toute une profession. C'est à Toulouse d'où le scandale arrive ; rassurez-vous il est permanent.

La Dépêche du Midi

FAITS DIVERS

Affaire Allègre. L'association des victimes du tueur en série manifestera, jeudi, devant la cour d'appel.

« Stop à l'oubli » appelle à la mobilisation

« La justice d'un pays développé doit être à la hauteur des enjeux posés et se montrer digne de notre système démocratique ». Deux jours avant l'audience de la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Toulouse qui doit examiner, jeudi matin, le non-lieu prononcé par le juge Perriquet dans le volet meurs de l'affaire Allègre, l'association des familles des victimes lance un appel « citoyen » pour manifester devant le tribunal. Car ce non-lieu, Gabriel Loubradou, président de « Stop à l'oubli » ne l'accepte pas. « Il y a eu dans cette affaire une instruction et des investigations partiales, dénonce-t-il, le magistrat instructeur et ses supérieurs hiérarchiques ont été aux ordres pour prononcer un non-lieu général annoncé depuis longtemps ». Avec lui, Jean-Louis Alayrac, père de Magali, l'une des six jeunes femmes qui se sont portées partie civile, s'étonne des nombreux incidents qui ont marqué la procédure : mutations, dessaisissement de certains services... « Les victimes ont été finalement transformées en coupables, s'insurge-t-il et la justice n'a pas recherché les auteurs des faits correspondants aux plaintes ». Jean-Louis Alayrac



L'association sera présente jeudi matin, à 9 heures, pour soutenir les avocats qui contestent en appel le non-lieu prononcé dans le volet meurs de l'affaire Allègre. Photo DDM

conçue qu'il y a eu des « inexactitudes dans certains témoignages », amplifiées par l'emballement médiatique. « Mais, dit-il, encore faudrait-il s'interroger sur les causes de ces dérapages et accepter d'abord de considérer la parole de femmes, souvent enfants de la DIDASS, meurtries au plus profond d'elles-mêmes ». L'association ne comprend pas pourquoi un certain nombre de nouveaux éléments qu'elle a fournis à la justice ne sont pas pris en compte. Tout comme ce rapport « secret » de l'ancien procureur Michel Bréard, mué à Bordeaux en début d'année, qui renferme des dépositions éclairantes notamment plus précisément les rapports de Patrice Allègre avec un magistrat cité dans le dossier. Ce rapport remis au procureur général Michel Barreau est remonté jusqu'à la chancellerie mais n'a fait à ce jour l'objet d'aucune exploitation. Il en sera vraisemblablement question jeudi, devant la chambre de l'instruction où les avocats des parties civiles vont plaider pour que l'instruction sur le volet viols et proxénétisme de l'affaire Allègre reprenne. « Trop de questions et de dysfonctionnements demeurent », souligne Jean-Louis Alayrac. « Le plus important ce n'est pas de chercher à blanchir tel ou tel mais de faire éclater la vérité ». G.-R. Souillès

MERCI A L'EGLISE CATHOLIQUE, APOSTOLIQUE ET ROMAINE !

Soutenus par le collectif Espoir .

Dix sans-papiers occupent une église

Le collectif Espoir a investi l'église du Sacré-cœur, hier soir à Toulouse, pour dénoncer les conditions d'hébergement des sans-papiers. Des sans-papiers qui sont de plus en plus nombreux à se retrouver

à la rue depuis que les budgets consacrés à leur accueil ont été revus à la baisse. Deux familles ont donc trouvé refuge dans cette église avec le soutien de ce collectif. Témoignages. Page 20

«J'étais étranger et vous m'avez offert l'hospitalité»
Matthieu 25-26

La toute petite semaine durant laquelle les familles de réfugiés, sans toit et sans papier ont pacifiquement occupé, en ce mois de Juin, succédant au mois de Marie, l'Eglise du Sacré Cœur à Toulouse a été pour moi, et probablement pour toutes celles et tous ceux qui y sont passés, un grand moment de retrouvaille de valeurs depuis bien longtemps oubliées.

«Toi l'étranger qui sur ta route
Cherche l'amour et l'amitié
Viens avec nous Jésus t'invite
A partager la joie d'aimer»

Les heures passées dans cette maison de Dieu m'ont permis de me ressourcer en consultant des ouvrages qui ne figurent pas dans ma bibliothèque... je veux parler du livre de messe, ce carnet de chant religieux disponible en dizaine d'exemplaires dans le lieu occupé. Ce recueil de prières et de chants, qui guide le fidèle dans son amour du prochain et de son berger.

«Humbles et pauvres
nous te supplions Seigneur
accueille nous
que notre sacrifice en ce jour
trouve grâce devant toi»

C'est donc avec confiance et sérénité que j'ai vu venir à nous le curé de la Paroisse dans laquelle des êtres errants et pourchassés s'installaient. Ce Monsieur devait être là depuis peu de temps et pas encore mis au courant des pratiques de la maison, pas plus qu'au courant des textes écrits et généreusement mis à disposition dans son édifice. Il ne s'est pas opposé à l'entrée du groupe mais a paru gêné, agacé...

oui, agacé serait le meilleur terme. Je me suis demandé pourquoi. Pourquoi était-il agacé alors que...

«Il nous accueille dans sa maison
Il nous abrite sous son toit
Venant de tous les horizons
Comme un ami il nous reçoit»

J'ai failli lui lire ce passage, mais il était déjà reparti chez lui... en face l'Eglise...sans demander quoi que ce soit... si les enfants avaient besoin de quelque chose... sans proposer ses toilettes et sa salle de bain, ce qui aurait dû être le minimum pour un «serviteur de Dieu» et un adepte des principes édictés par son fils... Décidément il ne suivait pas le programme dont il parle tous les dimanches à ses fidèles... encore un qui n'apprend pas son texte.

«Toi l'affamé qui sur ta route
Cherche comment calmer ta faim
Viens avec nous, Jésus t'invite
A partager le même pain»

J'imaginai que la foule des fidèles se serait précipitée autour des nouveaux venus, que les dons et présents abonderaient, que ces exclus de notre société seraient abondamment pourvus par une foule pleine de sollicitude et soucieuse de mettre en pratique cette charité dont elle se gargarise le dimanche matin entre les croissants et la poule au pot... Non, rien de tout cela. L'indifférence de la part du plus grand nombre comme si tout le discours sur la charité, l'entraide, la solidarité s'arrêtait aux portes de l'existence de l'autre, au seuil de l'Eglise Pour ces gens là, l'autre n'existe que de manière théorique, il est concept désincarné.

«Toi qui es seul et sur ta route
Tu rencontres souvent l'ennui

Viens avec nous, Jésus t'invite
A partager les mêmes amis»

Et puis le temps passant, les jours succédant aux nuits, l'impatience est apparue. La perspective d'une messe dominicale en présence de pauvres, d'exclus, de «sans papiers» installés dans l'Eglise avait le don d'énerver l'Archevêché qui nous a clairement fait entendre qu'il fallait faire «place nette»... autrement dit, sans nous le dire, elle nous jetait dehors. Elle a bien été obligée de nous le dire puisque la police n'avait pas l'air de vouloir nous chasser. Tout compte fait, a dû se dire la noble institution, Jésus a bien chassé les marchands du temple... mis à part qu'ici il ne s'agit pas de marchands. Bref, on nous a dit de partir

«Toi sans abri qui sur ta route
Cherche un refuge et un chez soi
Viens avec nous, Jésus t'invite
A partager le même toit»

Non mais, rendez vous compte, des gens qui demandent à être hébergés par l'Eglise, des gens qui dorment sur des matelas, qui ont des enfants, qui mangent, bref qui vivent! Mais quelle idée de venir perturber le bon déroulement! Peut-être que si l'on avait mis ces familles dans une étable avec un âne et un bœuf, les fidèles se seraient précipités... C'est une idée qu'il va falloir que le Collectif de l'Espoir creuse pour une autre fois. Mais je me demande si pour ces gens là des statues de plâtre ne sont pas mieux que des êtres en chair et en os, une statue c'est plus propre, ça ne mange pas, ça ne boit pas, ça n'a besoin de rien, mais ça représente le symbole de ce que l'on ne dit pas, de ce que l'on est capable de faire pour l'Autre.

Pour terminer sur une note positive je propose à l'Archevêché, à Monsieur le curé de la paroisse du Sacré Cœur et à ses fidèles qui sont passés à côté de nous sans nous voir, à méditer sur ces paroles extraites du petit livre (page 4 de la LITURGIE DE LA MESSE) qu'il tiennent entre leurs mains tous les dimanches (pour certains tous les jours) :

«Je confesse à Dieu Tout puissant,
je reconnais devant mes frères
que j'ai péché
en pensée, en parole
par action et par omission.»

Ainsi soit-il !

Patrick MIGNARD

Soutien aux «sans papiers» Juin 2005

Toutes les citations sont extraites du livre des chants de la paroisse du Sacré-Cœur.

À TOULOUSE COMME AILLEURS

Oui : on a perdu...

Non : on n'a pas gagné!

N'AYEZ PAS PEUR :



Affiche éditée début mai 2005, en pleine montée du "Non" dans les sondages. Et elle a fait un peu plouf, tant l'excitation était grande : "Un vote qui change le monde est possible" constituait presque la pensée unique du monde "révolutionnaire". Aujourd'hui, après le référendum, après "la victoire" tant espérée, et le cas qu'en font gouvernements et partis, pouvons-nous enfin réfléchir à des moyens moins pipés d'essayer d'y changer quelque chose, à ce putain de monde ?!

À l'heure où, copiant sans vergogne le pontife pontifiant, Chirac chiraquait tant bien que mal à la télévision, feignant un enthousiasme et une conviction pour l'Europe qu'il voulait faire partager aux "jeunes français", l'envie est venue, et puis elle a grandi, grandi... de lui dire merde ! c'est humain ; jusque là, rien que de très naturel ! Mais croire que le piège de l'urne n'allait pas nous avaler la main avec le bulletin, fût-il celui du non, quelle étrange naïveté, après tant de temps...

Lui, le guignol, il s'en fout, il reste sur son trône. Européen, français, cela reste un trône. Il s'en contre-fout ! Quant aux vizirs divers et variés, ils continuent de se disputer les os.

Ah oui ! ils ont perdu, ceux qui ont voté oui : L'Europe ? de quoi vous parlez ? ah, c'est vrai, c'était ça la question... Mais non ! on a tous gagné, ceux du oui, ceux du non, ceux du je m'en fous, on a gagné... Sarkozy ! Bravo et merci !

Télévision française :



La voix de son maître

LES SEPT PLAIES DU NON

Oyez ! braves gens ! Oyez ! citoyennes et citoyens, l'histoire tragique de ce peuple qui osa défier les lois de la démocratie en répondant librement à la question qui lui était posée.

Oyez cette histoire et méditez sur ce qu'il en coûte d'avoir l'outrecuidance de vouloir penser et agir en peuple responsable.

La voix des Dieux avait pourtant prévenu celles et ceux, naïfs, qui croyaient pouvoir voter NON à une question où l'on ne devait et pouvait que répondre OUI.

Tout commença au lendemain du référendum qui vit le triomphe du NON. L'anticyclone des Açores, largement sollicité pour assurer un triomphe du OUI, sembla se renforcer au point que, comme aux pires moments de la sécheresse qui nous tua tant de vieux, aucune précipitation ne put pénétrer sur le territoire désormais maudit. Les pluies printanières, indispensables à l'éclosion de la nature, contournèrent les frontières comme l'avait fait en son temps le nuage de Tchernobyl. Le pays sombra dans une léthargie mortifère dans l'indifférence de l'opinion publique européenne qui se détachait peu à peu de ce qui était devenu l'«enfer européen», «le pays de celles et ceux qui avaient voté NON».

Les Verts qui pourtant avaient appelé à voter OUI invoquèrent leurs Dieux, les mieux à même de pouvoir entendre la sourde plainte des représentants écologistes d'un peuple désormais damné. Rien n'y fit, peu à peu les sources se tarirent et l'on vit, le long des routes, dans les rues, des électeurs du NON essayer de quémander un peu du précieux liquide auprès des électeurs du OUI qui avaient prévu et prévenu de la catastrophe. En effet ceux-ci avaient constitué des réserves d'eau sur les recommandations des leaders du OUI parfaitement conscients de la catastrophe à venir.

La masse assoiffée des responsables de la situation (les électeurs du NON) se précipita vers les fleuves dont le niveau baissait inexorablement. Faisant fi de toute dignité ils lapaient comme des bêtes l'eau saumâtre qui, à leur contact, se rougit telle l'hémorragie d'un monstre touché à mort. L'eau des fleuves se transforma en sang, ajoutant à l'horreur du NON les stigmates d'une mort mille fois méritée.

Alors que les rescapés de cette quête funèbre regagnaient péniblement leurs pénates, des nuages lourds de menaces s'amoncelèrent à l'horizon, les damnés n'eurent que le fugitif espoir d'une onde bienfaitrice. Les nues se déchainèrent, la foudre fendit le ciel et la grêle hacha les quelques maigres récoltes plantées dans les champs autrefois en jachère et jadis subventionnés par l'Europe. De pluie, que nenni ! Quand la grêle cessa, ce furent les grenouilles qui s'abattirent sur les malheureux ; les dernières récoltes rescapées n'échappèrent pas aux sauterelles que le réchauffement de la planète et surtout la victoire du NON avaient fait proliférer.

La France était désormais en ruine. Désertée des bons Européens, méprisée et châtiée par le ciel, elle vivait jusqu'à plus soif la passion du NON. Tout, dans ce pays, n'était que ténèbres. À l'image du vote les esprits se fermèrent, l'intelligence s'assécha, la joie de vivre qui avait animé ce peuple disparut. Les corps se racornirent, se couvrirent de pustules qui résistèrent à toutes les médecines.

L'Eternel, dans son désir de punir, alla lui-même jusqu'à les priver du plan B qui seul aurait pu sauver la situation.

L'espoir quitta le pays.

Ce peuple vivait jusqu'au bout son calvaire. Il payait au prix fort son égoïsme pour avoir voulu répondre de manière impertinente à une question simple qui n'autorisait en fait qu'une seule réponse: OUI.

Respectons désormais les nouvelles règles de la Démocratie :

Que votre OUI soit OUI
Que votre NON soit OUI

P. M.

Samedi 21 mai 2005

N'AYEZ PAS PEUR :

**votez
oui,**

**votez
non...**

**vous resterez
DES PIGEONS !**



BASTIA

n° 41
juin 2005
1 €

**SPÉCIAL
TOULOUSE**
*...derrière les
façades roses!*

Politiciens, flics,
urbanistes
et autres «décideurs» :

**Les Toulousains crèvent
de vos plans sordides !**

